

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13331 Marseille

Marseille, le 18/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Dépôt du Port de la Pointe
13130 Berre-L'Étang

Références : D-2025-0061
Code AIOT : 0006400988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 14/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006400988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell Polyoléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014 et les installations démantelées ;

- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Au niveau du Port de la Pointe, LBSF reçoit, stocke et expédie des gaz inflammables liquéfiés et des liquides inflammables. Le site comprend notamment les installations suivantes :

- un parc de stockage de gaz (propylène, butadiène, coupes C4, butane, propane),
- un parc de stockage de liquides inflammables / combustibles,
- trois appontements pour navires.

La réception et l'expédition de produits se fait aussi via des pipelines.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 sur les stockages de gaz inflammables liquéfiés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention du sur-remplissage	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Prévention des surpressions	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Ressource en eau de lutte contre un incendie	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des réservoirs concernés	AP Complémentaire du 05/10/2010, article 1	Sans objet
4	Détection d'éventuelles fuites de gaz	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 29 novembre 2024 fait suite à celle du 12 septembre 2022, concernant les stockages de gaz inflammables liquéfiés.

Elle a porté sur la vérification des moyens de prévention des sur-remplissages (alertes de niveau) et des surpressions, et des moyens incendie prévus sur les réservoirs. Les vérifications ont principalement porté sur une sphère du stockage, choisie par sondage par l'inspection.

Une non-conformité principale a été relevée sur la capacité des moyens fixes à lutter contre un incendie. Des justificatifs sont attendus sur la cohérence des seuils d'alerte utilisés par rapport au niveau de remplissage du réservoir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des réservoirs concernés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs de stockage de gaz inflammables liquéfiés
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux stockages de gaz inflammables liquéfiés sont applicables aux réservoirs suivants : - les sept sphères aériennes au Port de la Pointe ci-après désignées : T730, T733, T734, T735, T736, T750, T751 [...]

Constats :

L'exploitant a présenté les affectations de chacune des sphères de gaz inflammables liquéfiés, toutes sont en exploitation. Il a également présenté le principe de fonctionnement du système de réfrigération en place sur certaines sphères.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention du sur-remplissage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs de stockage de gaz inflammables liquéfiés

Prescription contrôlée :Article 2 de l'arrêté ministériel du 02/01/2008 :

Le surremplissage est prévenu par un contrôle du niveau de la surface libre de la phase liquide. Ce niveau est mesuré en continu. Le résultat de la mesure est mis à la disposition de l'exploitant et de la personne en charge du remplissage.

Lors de l'approvisionnement en gaz inflammable liquéfié, le taux de remplissage du réservoir ne dépasse pas 85 %. Il est défini pour préserver un ciel gazeux suffisant afin de permettre toute expansion thermique naturelle pouvant survenir après l'opération de remplissage. [...]

Deux seuils de sécurité sont fixés :

- un seuil « haut », lequel ne peut excéder 90 % du volume du réservoir ;
- un seuil « très haut », lequel ne peut excéder 95 % du volume du réservoir.

Le franchissement de ces seuils est détecté par des dispositifs indépendants de la mesure en continu prévue au premier paragraphe ci-dessus. Par des dispositifs d'asservissement appropriés, le franchissement du niveau « haut » entraîne l'arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir, sans temporisation, et l'information immédiate de l'exploitant et de l'opérateur effectuant la manœuvre de remplissage.

Le franchissement du niveau « très haut » actionne, outre les mesures précitées, la mise en œuvre de l'arrosage du réservoir.

La défaillance de tout élément de transmission et de traitement du signal constituant un mode de défaillance commun entraîne la fermeture de toutes les vannes sur les tuyauteries de chargement et l'information immédiate de l'exploitant.

Article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/10/2010 :

Le taux de remplissage des réservoirs ne dépasse pas 85 % de leur volume.

Les seuils de sécurité niveau haut et niveau très haut n'excèdent pas respectivement 90 % et 95 % du volume du réservoir.

Le franchissement des niveaux haut et très hauts entraîne sans temporisation l'arrêt automatique de l'approvisionnement du réservoir et l'information immédiate de l'exploitant et de l'opérateur effectuant la manœuvre de remplissage.

En cas d'atteinte du niveau très haut, l'opérateur met en œuvre l'arrosage du réservoir selon une consigne de sécurité prévue par le système de gestion de la sécurité portant sur la gestion des situations d'urgence.

Cette consigne définit exhaustivement les situations, notamment en fonction de la température ambiante, de la température du GIL et celle de l'eau d'arrosage, pour lesquelles l'arrosage conduirait à augmenter la pression dans le réservoir. Elle précise les manœuvres à engager au regard des capacités de stockages disponibles, des connexions au réseau torche et du taux de fonctionnement des unités pour réduire dans les meilleurs délais le volume GIL dans le réservoir concerné.

Constats :

La sphère étudiée est équipée de 2 capteurs de niveau indépendants, qui mesurent le niveau de remplissage du réservoir en continu. L'inspection a pu constater la retransmission des données des deux capteurs en salle de contrôle. L'un des deux est préférentiellement utilisé pour l'exploitation.

D'après les fiches techniques associées à la mesure de niveau dans la sphère T735, pour le capteur d'exploitation, un seuil a été fixé à 80 % de remplissage (donc inférieur à 85 %) et déclenche une alarme en salle de contrôle : « Alarme DCS niveau haut 80 % volume sphère [...] T735 ».

Pour justifier que les seuils de niveau retenus (en mm) correspondent bien aux seuils réglementaires de remplissage du réservoir, définis en pourcentage de remplissage, l'exploitant a présenté le dernier rapport de barémage du réservoir T735, établi le 14/06/2021. Des écarts de l'ordre de quelques m³ apparaissent entre le volume nominal indiqué en synthèse du rapport, le volume maximal pour lequel le barémage (correspondance entre niveau et volume) a été établi, et le volume du réservoir figurant dans l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010. De plus, il y a des incohérences entre les taux de remplissage (80 %, 90 % et 95 %) et les niveaux retenus dans les procédures internes.

Le franchissement des seuils de 90 % et 95 % est détecté indépendamment par les deux capteurs de niveau (exploitation et sécurité). Ces deux capteurs sont de même technologie, mais implantés dans des piquages différents. Les fiches techniques associées à la mesure de niveau dans la sphère T735 listent les actions automatiquement déclenchées en cas d'atteinte des seuils. Ce point a également été vérifié lors de la visite d'inspection du 12 septembre 2022.

Concernant la gestion des défaillances éventuelles, l'exploitant a indiqué que :

- si l'un des deux capteurs de niveau se trouve en défaut, une alarme est déclenchée en salle de contrôle. L'anomalie est ensuite gérée par des actions de maintenance.
- si les deux capteurs se trouvent en défaut, les actions de mise en sécurité de la sphère se déclenchent automatiquement.
- si c'est l'automate de sécurité qui se trouve en défaut, la mise en sécurité concerne tout le site, comme dans le cas d'une perte d'alimentation électrique.

L'exploitant a indiqué contrôler annuellement les capteurs de niveau. Une société spécialisée intervient pour les recalibrer, et l'exploitant réalise, à cette occasion, des tests de bon fonctionnement du déclenchement des alarmes. Par courrier électronique du 3 décembre 2024, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle de 2023 (rapports de test de bon fonctionnement, pour les deux capteurs de niveau du réservoir T735). Ces rapports, datés du 14/11/2023, ne relèvent pas d'anomalies. Les contrôles 2024 n'avaient pas encore été réalisés au jour de la visite d'inspection.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'avec le changement en cours du système de conduite, certains identifiants d'équipements ont été modifiés. Ainsi, l'un des deux capteurs de niveau du réservoir T735 a changé d'identifiant. Cette modification n'avait pas encore été prise en compte dans le plan PID présenté à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant justifie que les niveaux d'alerte retenus (exprimés en mm) correspondent bien aux taux de remplissage du réservoir censés correspondre (80 %, 90 % et 95 %). S'il s'avère que des écarts existent, l'exploitant procède aux mêmes vérifications sur les autres réservoirs de stockage de gaz inflammables liquéfiés et informe l'inspection des résultats de ces vérifications. Le cas échéant, il procède aux modifications nécessaires pour respecter les exigences réglementaires, les seuils devant être fixés de façon à ne pas excéder 85 % / 90 % / 95 % de remplissage des réservoirs.

Sous un délai d'un mois, l'exploitant s'assure de la mise à jour des identifiants des équipements sur les plans PID des sphères de stockage de gaz inflammables liquéfiés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des surpressions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs de stockage de gaz inflammables liquéfiés
Prescription contrôlée : Chaque réservoir est équipé en toutes circonstances, hormis pendant le temps de remplacement immédiat pour entretien, de deux soupapes au moins, montées en parallèle et ayant une pression de levée au plus égale à la pression maximale en service. [...] Chaque réservoir est équipé d'un dispositif de mesure de pression.
Constats : Pour la sphère T735, 3 soupapes sont présentes au sommet. Elles sont toutes les trois reliées au même piquage, et montées en parallèle. Leur pression de levée théorique est de 16 bars. L'exploitant a présenté les rapports des derniers tarages effectués sur ces trois soupapes en juin 2021, la pression de réglage requise était bien spécifiée à 16 bars. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la fréquence des contrôles (visuels et approfondis) réalisés sur les soupapes. L'exploitant a présenté le dernier rapport d'épreuve de la sphère T735, daté de juillet 2021. La pression maximale admissible indiquée sur ce rapport est de 17,7 bars : la pression de levée des soupapes (16 bars) est donc bien inférieure. Pour s'assurer que 2 soupapes au moins (sur les 3 installées) sont constamment disponibles, l'exploitant a indiqué que les vannes positionnées en amont de chacune des soupapes (permettant de les isoler en cas d'entretien) sont cadenassées ouvertes (les clefs étant conservées en salle de contrôle). Il n'y a pas de dispositif mécanique qui empêcherait la fermeture simultanée de 2 vannes de soupapes. Un contrôle visuel a priori annuel est réalisé afin de vérifier que ces vannes soient en effet toutes ouvertes. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du 01/06/2024, aucune anomalie n'avait été reportée. Lorsque la vanne est ouverte, l'opérateur inscrit "isolable" dans le rapport. Un capteur mesure en continu la pression dans la sphère. Ce capteur dispose d'un premier niveau d'alarme à 14 bars, qui déclenche une alarme en salle de contrôle. Un second niveau d'alarme à 15 bars est programmé et déclenche les mêmes actions que l'atteinte du seuil de niveau haut (90 % de remplissage).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet la procédure qui indique la fréquence des contrôles visuels et des contrôles de tarage des soupapes pour le réservoir T735. Dans les mêmes délais, l'exploitant transmet la procédure encadrant l'isolement des soupapes et justifie que les mesures mises en œuvre permettent de garantir que, sur le réservoir T735, 2 soupapes au moins sont constamment disponibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Détection d'éventuelles fuites de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs de stockage de gaz inflammables liquéfiés
Prescription contrôlée :

Article 6 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 :

Des détecteurs sont installés afin de pouvoir détecter toute fuite de gaz dans les meilleurs délais. Leur implantation tient compte des caractéristiques des gaz à détecter, des risques de fuites, des risques d'inflammation et de la sensibilité de l'environnement. L'exploitant établit un plan de détection de gaz indiquant l'emplacement des capteurs et les appareils asservis à ce système.

Article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 octobre 2010 :

Le plan de détection défini à l'article 6 de l'arrêté du 2 janvier 2008 permet de détecter toute fuite avec deux seuils de détection respectivement 20 et 50 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), à proximité immédiate du stockage et dans un champ plus éloigné quelles que soient les conditions atmosphériques et la direction du nuage.

À cette fin, le plan de détection s'appuie sur l'ensemble des détecteurs GIL du parc de stockage voire des équipements voisins et permet de déterminer les équipements à l'origine de la fuite selon la localisation des détecteurs susceptibles d'être sollicité par une émission de GIL

Article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 :

A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours...).

Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan des détecteurs gaz du site du Port de la Pointe. L'inspection n'a pas demandé à consulter les justificatifs de dimensionnement de ce réseau.

Concernant la sphère T735, deux détecteurs gaz sont situés à proximité : l'un dans la cuvette de rétention, l'autre au niveau du manifold de la sphère T735.

Les niveaux de LIE mesurés par ces détecteurs gaz sont reportés en salle de contrôle. Lors de la visite, pour la sphère T735, l'outil de supervision affichait 0,7 % et 0,8 % de la LIE pour les deux détecteurs concernés. Lors de la visite terrain, ces deux détecteurs affichaient des valeurs (arrondies) à 0 % pour l'un et 1 % pour l'autre. En salle de contrôle, l'exploitant a activé manuellement le test des voyants et du signal sonore (correspondant au déclenchement des détecteurs), pour justifier leur bon fonctionnement.

L'exploitant a présenté la liste des opérations de contrôle (LOC n°17), de contrôle des détecteurs gaz. Il a présenté les résultats des contrôles réalisés le 09/02/2024 sur d'autres détecteurs gaz que ceux de la sphère T735 : la même procédure de contrôle est appliquée aux détecteurs gaz de la sphère T735. Lors de ces tests, le report d'alarme en salle de contrôle, le système de transmission, le temps de réponse et la détection des seuils à 10 %, 25 % et 50 % sont vérifiés. La procédure prévoit également les critères d'analyse des résultats des tests. En cas d'anomalie constatée, des mesures correctives immédiates, décrites dans la procédure, sont mises en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ressource en eau de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs de stockage de gaz inflammables liquéfiés
Prescription contrôlée : <p>Les réservoirs sont protégés des agressions thermiques.</p> <p>Lorsque les réservoirs sont aériens et ne disposent pas d'une protection leur permettant de résister à toutes les agressions thermiques décrites dans l'étude de dangers, ils sont protégés par un système d'application d'eau de refroidissement. Celui-ci assure un débit minimal uniforme de ruissellement d'eau de 10 litres par mètre carré d'enveloppe et par minute, sur leur paroi. Tout élément et tout équipement nécessaire au maintien de l'intégrité des réservoirs bénéficie du même niveau de protection.</p> <p>Le dispositif d'arrosage est installé en permanence sur le réservoir et doit rester opérationnel en cas de feu de cuvette.</p> <p>Sur justification technique de l'exploitant, le préfet peut, par arrêté, réduire le débit précité sans toutefois que cette diminution n'excède 15 % de ce débit.</p> <p>La réserve d'eau de refroidissement du site est dimensionnée sur le scénario le plus pénalisant décrit dans l'étude de dangers avec une autonomie d'au moins deux heures. Le débit de refroidissement précité doit pouvoir être appliqué pendant au moins quatre heures. L'exploitant s'assure que tout dispositif ne permettant pas de fournir, pendant quatre heures, le débit correspondant peut être secouru en temps utile pour permettre l'application du débit imposé pendant cette durée de quatre heures. Les moyens nécessaires à ce secours peuvent être des moyens externes tenus à la disposition de l'établissement et dont l'exploitant s'assure régulièrement de l'efficacité.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>La sphère T735 n'est pas équipée d'un dispositif de protection lui permettant de résister à toutes les agressions thermiques. L'exploitant a présenté une fiche d'intervention, dans laquelle il a estimé le besoin en eau pour les couronnes de refroidissement de la sphère T735 à 10 174 l/min, soit 611 m³/h (correspondant selon l'exploitant aux 10 l/m²/min requis réglementairement).</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des derniers tests des moyens incendie, réalisés en 2023, qui portent sur la mesure des débits au droit de la pomperie incendie et sur la mesure des débits au niveau de l'alimentation des couronnes de refroidissement. Pour le bac T735 :</p> <ul style="list-style-type: none">- avec l'alimentation du réseau assurée uniquement par la première pompe (370 m³/h), le débit mesuré au niveau de l'alimentation des couronnes était de 284 m³/h,- avec l'alimentation du réseau assurée uniquement par la deuxième pompe (487 m³/h), le débit mesuré au niveau de l'alimentation des couronnes était de 356 m³/h,- le test d'alimentation simultanée par les deux pompes n'a pas été réalisé. <p>Si la somme (640 m³/h) des deux essais réalisés séparément dépasse de peu les 611 m³/h requis, aucun test permettant de justifier que ce débit peut effectivement être atteint n'a été réalisé. Lors de l'inspection, l'exploitant a retrouvé les résultats des tests d'une année précédente, menés cette fois en simultanée, mais qui n'atteignaient pas le débit requis.</p> <p>L'exploitant a indiqué que, ces dernières années, le réseau incendie connaissait des détériorations liées, à la fois, au vieillissement des installations, à l'utilisation d'eau saumâtre (puisée dans l'Étang de Berre) et à la présence de la nappe saumâtre affleurante. De plus, il craint que des dépôts dans le réseau incendie n'aient entraîné des rétrécissements du diamètre intérieur des tuyauteries.</p> <p>De crainte d'aggraver la situation, il n'a donc pas procédé aux essais des moyens incendie en 2024. Il a également indiqué qu'un audit était en cours, par une société extérieure, afin d'établir un diagnostic de l'état du réseau incendie de la plate-forme (y compris le Port de la Pointe) et de prioriser les actions correctives à engager.</p>

L'eau du réseau incendie est prélevée directement dans l'Étang de Berre : le dimensionnement et l'autonomie vis-à-vis de la ressource en eau sont donc a priori suffisants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 11 de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 en procédant aux travaux nécessaires, sous un délai de 6 mois, afin de garantir un débit de refroidissement suffisant au niveau des couronnes d'arrosage de la sphère T735.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois